

Dynamiques démographiques, politiques sociales et relations entre générations : vers de nouvelles configurations ?

3^{èmes} rencontres *InterSocDémo*

9 décembre 2015

Hosni NEMSIA vit et travaille en Tunisie, où il est expert chargé du suivi-évaluation au Bureau International du Travail à Tunis. Il est également statisticien économiste ayant réalisé plusieurs études décisionnelles en Tunisie, Bahreïn, Oman, Algérie, Libye, Maroc, Ethiopie, Bénin, Burkina Faso, RD Congo, Niger... portant sur des domaines assez variés comme la santé, l'emploi, l'éducation, la formation professionnelle, la protection sociale....

Publications récentes de Hosni NEMSIA

Participation à l'étude d'évaluation de la performance des programmes d'assistance sociale en Tunisie - "*Pour optimiser le ciblage des pauvres et freiner l'avancée de l'informalité*" - Centre de Recherches et d'Etudes Sociales - Tunisie 2014.

Rapport National de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement en Tunisie - Programme des Nations Unies pour le Développement - 2014

Titre d'intervention : *Protection sociale et relations familiales en période de transition en Tunisie*

Résumé

La Tunisie, le pays où les soulèvements populaires de janvier 2011 ont débouché sur la chute du régime installé depuis 23 ans. Longtemps couvertes de louanges pour ses performances par les organisations internationales, les événements de 2011 ont montré la fragilité d'un système basé sur une croissance économique soutenue sans réelle prise en considération de la dimension sociodémographique de la population. Pourtant les politiques conduites avant 2011 affichaient comme objectif d'assurer le bien-être de l'ensemble de la population. Dans la réalité, les disparités et les inégalités criantes entre les régions du pays, les générations et les catégories sociales se creusaient davantage, elles ont conduit les Tunisiens à descendre dans les rues pour protester contre l'ancien régime, car elles cachaient un malaise étendu chez une population dépossédée totalement de son patrimoine, la Tunisie.

La révolution a été suivie par une période de transition caractérisée par l'instabilité, l'incertitude et l'insécurité. Le pays est entrain de vivre une période difficile qui a créé de nouveaux défis et opportunités, en particulier pour la dimension sociale. Les solutions d'urgence, prises dans la précipitation pour répondre aux revendications des populations nombreuses se trouvant dans le besoin, consistaient à élargir la base de la protection sociale par la distribution d'aides financières enfonçant obligatoirement les déséquilibres structurels. L'absence de légitimité des gouvernements post-révolution a affaibli l'appareil de l'Etat.

On constate, par ailleurs, que l'évolution sociodémographique de la population tunisienne renfermait, depuis des décennies, des mutations sociales bien profondes.

- Des générations de jeunes, femmes et hommes, qualifiés et non qualifiés, arrivent en nombres importants sur le marché du travail dans l'espoir de décrocher un emploi décent. Les opportunités sont devenues très limitées dans un marché offrant des salaires bas, des contrats temporaires et une couverture sociale restreinte. Cette situation n'a pas été sans répercussion sur la prolifération de l'emploi informel, la contrebande et l'amplification d'un climat d'insécurité et de violence.
- Le chômage des jeunes représente un obstacle insurmontable pour le mariage, facteur important de stabilité sociale en Tunisie. Le recul de l'âge moyen au premier mariage a atteint des limites historiques. Même si, depuis quelques années, on constate un effet de rattrapage des naissances en raison essentiellement de l'augmentation du nombre de mariages. En fait, il s'agit d'une augmentation mécanique due essentiellement à la structure de la pyramide des âges de la population et non pas à un changement de comportement procréateur des femmes tunisiennes.

Jusqu'ici les réponses des politiques sociales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sont inappropriées et coûtent très cher à la communauté sans réel effet. Près d'un million de ménages (sur un total de 2,7 millions) bénéficient de la carte de soin gratuite ou à tarif réduit. En parallèle, la pression démographique menace la viabilité du système de pensions, déjà affaibli et déficitaire.

Le prochain plan de développement couvrant la période 2016-2020 entend donner des signaux forts de réforme répondant à une demande sociale accrue.